L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 16 JUIN 1869.

42e année—Vol. XLII.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

VOLUME XLII.—NUMÉRO 3.

MERCREDI MATIN, 16 JUIN.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par G. de Férier, à midi, à la Bourse d'Encan St Charles, dans la rotonde de l'Hôtel St Charles—Des billets à ordre, montre et chaîne en or, bonbons en or, argenterie, linge de corps, ouvrages de médecine, etc, provenant de la succession de Thomas Pasleton

Par S Guiguet, à 10 heures, à l'encaissage des rues St Philippe et Chartres—Le fonds au bois du café, avec les liqueurs, installations, etc.

Par J. Déjan Jr, à la salle d'encan coin Grevier et Carondelet—Un assortiment de meubles de maison et de bureau, et des pianos. Aussi, une grande facture de fils cotonnade.

Par B. J. Montgomery, aux stories de F. Liner, rue Chevrier, à 10 1/2 heures—De beaux chevaux de selle et de harnais, par paire et seule, beaux mulets d'habitation et de ville, jolis buggies ouverts et découverts, furnish, scènes &c, et à la salle d'encan, rue du Camp—Un assortiment général de meubles.

Par Hoffman, Marks & Co, au No 30 de la rue de Chartres—Marchandises sèches, lingerie, rideaux, etc.

Par D. C. Murphy, sur la Levée, au pied de la rue Girod—Foin.

☞ Achetez vos concertos et chocolat chez M Ernest Turpin, 93 Vieille-Levée

ESSAYEZ LES CIGARES DE GEORGE WALCES,
185.....Rue des Remparts.....185

Faits : Faits : M. D. E. Murphy, encanteur, appelle l'attention des acheteurs sur la vente de foin annoncée par lui pour aujourd'hui à 10 heures du matin, devant la rue Girod.

Les fruits du suffrage universel.

Si le suffrage universel en France n'a pas produit des fruits dont le bon goût puisse être satisfait, ainsi qu'on vient de le voir par le résultat des dernières élections pour le Corps législatif, on peut dire qu'en Amérique il a produit encore des fruits moins satisfaisants, ainsi qu'on peut en juger par les qualités qui distinguent le Président actuel et les conseillers qui l'entourent. Ajoutons à cela qu'aux Etats-Unis il n'y a pas de remède puisque le suffrage universel est renfermé à deux degrés, combinaison qui n'a pas été essayée en France mais qui conçue différemment, y aurait peut-être grand succès. Ici, le suffrage universel ne produit pas assez appétit, attendu que quoiqu'on fasse, les divers degrés qu'on lui imposera n'en seront jamais la liberté de l'élection devant l'absolutisme des convention préparatoires. Trois élections présidentielles ont été faites en bloc années de 1860 à 1868, deux fois les suffrages se sont déclarés pour Lincoln et une fois pour Grant. Lincoln est l'honneur de battre en 1860 un des hommes les plus éminents de l'Etats-Unis, par son instruction, son talent et son intégrité, John Breckinridge. La seconde fois, en 1864, Lincoln eut l'honneur de battre, le seul officier de l'armée fédérale qui eut développé dans la guerre le talent d'un général en chef, qualité qui devraient distinguer en tout pays les hommes publics. La présidence de McClellan eut été une providence pour guérir les maux de pays, que tous grands qu'ils fussent. En 1868, le général Grant, qu'aucune supériorité civile ne distingue, a eu l'honneur comme Lincoln, de battre aux polls, un autre homme éminent de la trempe de Breckinridge, le gouverneur Seymour, de New York. Et notez que dans ces trois occasions le suffrage universel a fait sortir, justement ceux qu'il fallait laisser dans l'ombre et laissé dans l'ombre justement ceux qu'il fallait produire au grand jour. Veut-on savoir maintenant ce que le pays a gagné en confondant les mérites, sans tenir nul compte de la supériorité intellectuelle des candidats ? Son deux mots, on peut le dire : il n'a rien gagné et tout perdu — Avec Breckinridge, il n'y eut pas eu de guerre ; avec McClellan, la guerre eut eu un terme moins désastreux ; avec Seymour, les plaies en eussent été moins cicatrisées. Mais surtout avec Breckinridge, la splendeur des Etats Unis serait aujourd'hui plus que jamais l'admiration du monde. Richesse, prospérité, paix, prospérité, ordre et puissance, la présidence de Breckinridge eut apporté tout cela, quand tout cela a été perdu par l'ignorance brutale de l'homme que le suffrage universel lui préféra.

Les conséquences de l'élection de Lincoln ont eu sur les Etats Unis une influence ineffaçable, infâme, de corruption à l'intérieur et d'anihilation à l'extérieur. On connait l'œuvre de la reconstruction, si on connait moins bien l'impuissance d'expansion à la quelle les Etats Unis ont été réduits par la guerre. Nous pouvons en juger aujourd'hui par les événements qui se passent dans le voisinage des côtes américaines. Deux ou trois pays que dévore la guerre civile ont montré quelque tendance à s'annexer aux Etats-Unis. On peut citer les deux sections Est et Ouest de la grande île de St Domingue, et l'île de Cuba. A ces îles nous pourrions ajouter Porto Rico et St Thomas, qui n'a toujours eu en vue la partie annexionniste. Nous ne comptons pas le Mexique qui ne toujours à acheter ou à prendre, comme on voudra, car il est évident que le Mexique ne fabrique des façons dont on aurait bon marché et qu'il ne veut et ne peut vouloir. N'est-il pas vrai que toutes ces portes sont mures et qu'elles tomberont sans résistance dans le panier au premier attouchement ?

En bas la guerre du Sud, une des conséquences de son la grande du suffrage universel, a mis les Etats Unis dans l'impuissance de prendre un parti décisif à l'égard de ces grands intérêts. Le gouvernement de Washington qui reproche encore à l'Angleterre d'avoir reconnue les Confédérés comme belligérants, n'ose pas reconnaître en cette qualité les Rebelles de l'île de Cuba ; il ose encore bien moins reconnaître le gouvernement de Washington est en arrière du Péron et du Chili qui tiennent de reconnaître *in extenso* les insurgés Cubains et qui, en outre, leur offrent crânement leur bienveillance. Et notons que cette amitié peut être beaucoup plus qu'un vain mot, car l'on assure que les steamers péruviens, achetés aux Etats Unis, n'ont pas encore dépassé les eaux cubaines et que très probablement, ils ne s'en écarteront pas de sitôt.

On sent bien que la moralité n'est pour rien dans cette retenue de la diplomatie fédérale vis à vis de l'île de Cube, mais les complications que pourrait amener une attitude différente sont à craindre, et les hommes qui forment aujourd'hui le cabinet du Président ne sont pas de taille à mesurer de semblables difficultés, pas plus que le Trésor n'est à même d'offrir la pièce d'or de ses coffres quand on les vide sans cesse pour empêcher la chûte du papier-monnaie. De là ces obscénités menées contre l'Espagne et cette affectation d'ignorance sur les entreprises de flibustiers américains. Il est de fait, en outre, qu'on rend plus de services aux Cubains en en les reconnaissant pas, qu'on ne pourrait leur en rendre en les reconnaissant. La reconnaissance serait une preuve indirecte de la connivence du gouvernement avec les flibustiers, connivence présumée aujourd'hui maintenu établie par des actes officiels.

Si l'on redoute les complications au sujet de Cuba, on les redoute tout également au sujet de St Domingue, la France ayant des reprises de route à exercer contre une partie de pays. Toutefois, cette difficulté ne serait pas insurmontable et pour faire l'application on en aurait des garanties de paiement. Mais ces garanties payer tout cela, quand on ne peut pas seulement payer la paie de Samana ? Et comment payer aussi l'acquisition de l'île danoise ! L'annexion de St Domingue aurait en son bon côté. Pour nous, pour le Sud, l'expérience n'est pas été dépourvue d'intérêt. Nous eussions vu avec curiosité l'intrusion des Yankees dans cette fameuse île. Les Yankees ont un esprit d'entreprise que personne ne leur conteste, et très certainement ils eussent voulu essayer de la spéculation parmi les Africains. Leurs opérations auraient embrassé tous les genres, d'industrie et sont ce beaux climat et généreux, dans ces belles terres si riches, ils eussent pu réunir au plaisir de se faire cultivateurs. Mais les bras où les prendre, à moins de recourir les bras des noirs annexés ? Et si les bras annexés eussent refusé de leur prêter leurs muscles, qu'aurait dit messieurs les Yankees qui auraient avancé leurs capitaux ? Ils auraient envoyé de St Domingue de jolies sommations de guerre, et c'est alors que le *Herald* de New York eut été intéressant. Quel dommage que cette annexion ne puisse avoir lieu ! Les Yankees chez les nègres de Soulouque, de Geffrard et de Salnave, eussent offert à l'humanité de plus beau des spectacles, celui de l'industrie aux prises avec l'indolence, de l'activité aux prises avec la paresse et de la règle aux prises avec le caprice. Que de plaintes ! Que de projets de réforme et de suggestions récompensées ! Qui sait si les Yankees à St-Domingue n'y seraient pas devenus anti-abolitionistes ? Ne sont-ils pas capables de tout ?

Mais le Président ne veut pas nous donner ce spectacle là. St Thomas veut se vendre, St-Domingue, Porto-Rico et Cube veulent s'annexer ; le Mexique veut se vendre et s'annexer tout ensemble, le président Grant n'aperçoit aucune de ces velléités. Il en a déjà bien assez de l'affaire de l'Alabama ; cette question seule écrasant ses épaules carrées de soldat, il n'en demande pas davantage, et même il cherche à éviter l'Alabama dans des distractions de voyage. Très probablement il suivra Ben Wade et Howard à Halifax ; il en a grande envie ; mais dans le cas, étant de sa rencontre sur la voie ferrée du Pacifique, il n'hésitait pas à la traverser pour faire le tour du monde. Oh, le beau Cabinet de Washington. Oh, le beau président que le suffrage universel nous a donné ! et après Grant le fameux, le buveur, le coureur et le fâcheur, que nous donnera-t-il ?... un empereur, et c'est à Grant qu'on offrira l'empire. Grant aura une des qualités de Charlemagne, mais une seule, l'amour des voyages.

Un Demi-Déncuement —On verra par le rapport que nous donnons sur la dernière séance des Conseils de ville que les nouveaux élus ont été admis par le Conseil des Aldermen, mais que les Assistants Aldermen ont refusé d'admettre leurs nouveaux collègues. M. Fisher, le partisan des warrants métropolitains, a particulièrement insisté sur l'illégalité de l'élection, laquelle illégalité n'est pas du tout du ressort du Conseil, à supposer qu'elle soit réelle. Le Conseil a souverain pouvoir sur les qualités ou les pouvoirs de ses membres, en ce sens qu'il peut décider sur des questions personnelles, sur des questions d'âge, par exemple, d'incapacité mentale, de fraude électorale, de citoyenneté, et d'assessement, car la charte de 1836 encore en vigueur sur ce point, exige que chacun des membres du Conseil communal, figure sur le rôle des contribuables pour un assessement de $3,000 en propriété foncière ; mais les Conseils ne peuvent décider sur une question d'illégalité d'élection, la question prise dans un sens général.

En vain, M. Pandely a-t-il fait valoir l'autorité d'un mandamus, obligeant le Conseil des Assistants à statuer. M. Fisher a répondu qu'on n'avait pas reçu avis du mandamus d'une manière officielle et qu'on n'était pas forcé d'y obtempérer jusques là. Mauvaise réponse, surtout quand il ajoute que l'élection est illégale, ce qui annonce de sa part une grande ignorance et un parti pris de ne pas obéir au mandamus, quand même le shérif l'aurait adressé au Conseil par douzaines ou par centaines de copies dûment certifiées. La majorité du Conseil se sentant fourvoyée par l'opinion de M Fisher a eu la sagesse de reconnaître en présence des nouveaux élus qui demandaient leur admission, c'est décidé à rompre le quorum en sortant de la salle, ce qui a déterminé l'ajournement de la décision et de la séance. Le public appréciera la conduite de MM. les Assistants-Aldermen.

Opinion du juge Cooley sur les pouvoirs du gouverneur Warmoth. Le juge Cooley, de la Sixième Cour de District, en prononçant son jugement dans l'affaire du Bureau Métropolitain, condamné pour mépris de Cour, a saisi l'occasion pour dire que le gouverneur Warmoth, sous l'empire de la loi, n'avait aucun pouvoir de donner des ordres à la police, et que le Bureau Métropolitain n'était pas obligé d'obéir à ses réquisitions ; que le gouverneur était de respecter et de faire exécuter les décrets des tribunaux judiciaires.

Le juge relève les membres du Bureau de la responsabilité qu'ils ont encourue en n'obéissant pas à cette partie de son injonction qui concerne les baisses municipales. La preuve étant acquise qu'ils n'en ont jamais eu possession ; mais il décide que le mépris et un mépris aggravé, à cause de la conduite particulière des membres du Bureau qui ont joué un rôle actif dans les procédures égales instituées devant la Cour de Police de Jefferson, relativement à la contestation, après que son injonction leur avait été signifiée, et c'est pour cela que MM. Dunn, George, McDuff et Raynal sont condamnés à la prison et à l'amende.

Nous faisons ressortir les considérants sur lesquels a compté le jugement du juge Cooley, parce qu'ils ont une importance extrême, étant opposés entièrement à la théorie autocratique du gouverneur Warmoth. Le gouverneur Warmoth, il faut qu'on le sache bien, n'a aucun ordre à donner à la police métropolitaine, par conséquent cette police a eu tort de lui obéir, et le gouverneur qui a commis la bêtise d'appuyer la police métropolitaine, le gouverneur s'est mis à sa tête pour lui faire exécuter les deux glorieuses expéditions de Jefferson, mériterait d'être rappelé.

L'imbroglio de Jefferson.

Comme leur avocat l'avait annoncé lundi, les métropolitains accusés de mépris de cour ont comparu hier devant la Sixième Cour de District qui a entendu leurs déclarations.

Le sarintendant Cain dit que la police s'étend dans trois paroisses et que c'est pour cela que la plus grande partie de la police de Jefferson vient à la paroisse d'Orléans. Le gouverneur lui avait ordonné de reconduire le M. Leche comme maire. C'est pour cela qu'il ne fit rien pour empêcher la prise de la mairie Schreder. Il n'a jamais, du reste, dit le surintendant Cain, ordonné aux métropolitains de s'emparer de l'hôtel de ville.

Le juge Cooley fait observer que le juge Durell n'avait pas voulu émettre cet ordre en violation de l'ordre de cette cour.

Le capitaine Day prête serment et donne des explications des quelles il résulte qu'il n'a jamais eu l'intention de désobéir à l'ordre de la cour.

Wm McDuff dépose à son tour. Je suis commissaire de police ; j'ai reçu l'injonction samedi ; peut-être ai-je commis un mépris de cour pour avoir dit qu'il y avait un membre qu'on avait consulté M. Fillent ; s'il m'eut dit de désobéir, je l'aurais fait ; j'ai agi de bonne foi après la résolution. Mais depuis la connaissance de M. Fillent je n'ai pas pensé à désobéir à la cour. J'ai même pris toutes les précautions possibles pour éviter le désordre et se soumit à l'injonction. J'avoue que M. Dunn a été le mieux avisé de nous.

Chester Hinton, président d'office du Bureau, dit qu'il est un citoyen ami des lois, n'ayant nullement l'intention de désobéir à la cour. J'ajoute n'avoir pas voulu commettre un mépris de cour ; je n'ai dit que la vérité. Je n'ai donné aucun ordre à la police d'intervenir avec les officiers de Jefferson, et le Bureau n'en a pas donné non plus. Je suppose, toutefois, qu'on pense que je suis coupable de mépris, je suis complète sans le savoir, car ce ne fut pas mon intention. Nous avons, du reste, suivi en tout les conseils de notre avocat, ne supposant pas qu'il eut l'intention de nous connaître mal. Quant à l'autorité de cette cour, il n'y a jamais eu l'intention de la méconnaître. Je dis tout d'abord aux membres du Bureau que nous devions obéir à la cour, que conservateurs de la paix, nous ne devions pas être les premiers à la troubler.

A une question de la cour, Dunn répond que ce le maire Schreder en possession de la ville, est demandé l'assistance de la police ; cette assistance lui fut été donnée ; le gouverneur me dit que M. Leche était le maire.

Je ne sais pas, poursuivit Dunn, ne de cette qui suivent en tout le gouverneur. Je donnai des ordres pour que la police ne maltraitât aucun citoyen paisible à Jefferson. Si les hommes de police nous ont été déconnus pour l'occasion jugé. Mais le cas n'est pas arrivé bien que la police ait été elle même fort maltraitée. Il n'y a eu de dénonciations ni de poursuites d'accusé.

La police qui patrouille maintenant à Jefferson est métropolitaine en partie. Mais le Bureau ne sait qui a été assermenté par le maire Leche ; les hommes n'ont pas été renvoyés ; nous ne les payons pas pour ce qu'ils ne font pas ; je considère qu'ils ne sont pas maintenant sous notre contrôle.

Les autres dépositions n'ont rien présenté d'intéressant. Après les plaidoiries, le juge Cooley n'a pas hésité dans sa décision à soutenir l'autorité de sa Cour, et O. J. Dunn, Wm. McDuff, Wm. George et Raynal ont été condamné à 6heures d'emprisonnement et à une amende de $100 chacun.

Isabelle et Barbault ont été exonéré parce qu'ils a étaient pas présente quand il s'est agi de l'affaire qui a donné lieu au mépris de Cour dans le Bureau. Le surintendant de police Cain a été exonéré également parce qu'il a simplement agi en vertu des ordres du Bureau.

$55.—C'est le prix, à New York, de la Machine à coudre de Grover & Baker qui se vend au No 182 de la rue du Canal. On ne paye aucun intérêt ni assurance.

Maison Maugan & Laborde. — Par le navire *Sicily Jellette*, arrivé de Bordeaux, MM. Maugan & Laborde ont reçu des vins rouges, en barriques et en caisses, du Burgundy Port et du vinaigre. Voir l'annonce.

Salon de Liger Ikes et Concert.—Nous avons remarqué hier soir rue Bourbon No 11, dans le salon de bière de M. A. Wenger, une attraction d'un genre tout à fait nouveau ; c'est un orchestron qui, composé de vingt différents instruments, exécutera tous les soirs un programme de douze morceaux d'opéra. Cette machine harmonique qui vient d'une célèbre fabrique, a coûté $2000 ; Nous la croyons destinée à éveiller fortement l'intérêt de ceux qui aiment les souvenirs extraordinaires, ainsi que l'excellente bière offerte amiablement par M. Wenger.

$55.—C'est le prix de la célèbre Machine à coudre de Grover & Baker qui a remporté les deux premiers prix à la troisième foire de l'Etat de la Louisiane et la seule de la Légion d'Honneur à la dernière Exposition de Paris.—A vendre au No 182 de la rue du Canal, Nouvelle-Orléans.

Conservatoire de Musique, dirigé par M. Fourmestraux.—Leçons de Solfège, Piano, Flûte, Piston, &c. M. Fourmestraux enseignera d'après sa nouvelle méthode d'abréviations. En suivant cette méthode l'élève arrive beaucoup plus vite à lire la musique et à pouvoir s'accompagner sur un instrument. S'adresser chez M. Pifland, accordeur de pianos, rue Royale, No 195, près de la maison Moreau.—17,19,22,24

Compagnie d'Assurance Mount City.—Les officiers et directeurs de la Compagnie-mère viennent d'être élus à St-Louis. On en trouvera la liste dans l'annonce publiée plus loin. Les nouveaux directeurs sont tous des hommes de la plus haute honorabilité qui consacreront leur temps et leurs soins aux affaires de la Compagnie.

Les aveux du parti révolutionnaire.

L'année 1869 avait été marquée par le parti révolutionnaire pour le renversement de l'Empire. On ne le disait pas seulement dans les estaminets et les tables d'hôte de Bruxelles, de Genève et de Londres ; on le murmurait à l'Institut ; et on en causait volontiers dans certains salons de la rue de Lille et de la place Saint Georges, tout comme dans les faubourg de La Villette et de La Chappelle.

L'alliance du parti révolutionnaire et de la fraction ardente du parti orléaniste se constituerait dans l'intervalle par une discussion commune à la Chambre et dans les journaux. On trouverait toujours un prétexte à l'occasion de la Constitution, du gouvernement personnel ou des élections. On prétendait déjà l'Union libérale ; on y ferait entrer des dupes et des compères, et l'on saurait se servir à propos des uns et des autres.

Le plan n'était pas une œuvre conçue à la légère, le rêve d'un cerveau malade. Il avait été préparé de longue main et expliqué aux dieux réunis sur les frontières de Belgique et de la Suisse, qui, par mille moyens, qu'ils nous feront connaître eux-mêmes, devaient obtenir à un ordre du gouvernement Hier, je n'ai connu le départ de la police pour Jefferson que lorsque ce départ avait déjà eu lieu. Je n'avais pas donné l'ordre, et je ne voulais pas contrevenir à l'ordre de cette Cour.

M F J. Leche déclare que sa commission remonte au 7 janvier. J'étais le 19 à Carrollton et ce n'est qu'après le gouverneur avis que la mairie de Jefferson était vacante, et je n'avais plus qu'à en prendre possession, ce que je fis. Les hommes qui font maintenant la police ne sont pas métropolitains. Ces derniers ont été rappelés au Cadi dernier. Le gouverneur Dunn et M. Herbank ont renvoyé la force métropolitaine Après ma prise de possession, j'appelai des métropolitains à mon secours quelques jours après, le maire Kreider me demanda de lui céder les bureaux. C'est alors que j'assermentai des hommes pour que je n'eus aucune responsabilité. Mais il fallait me défendre, et échapper aux assassins.

Le vieux président les mandamus du juge Bruning, récupérant le juge Parlee, pour forcer la police métropolitaine à faire la police de Jefferson.

Le juge Cooley fait observer que le juge Parlee n'avait pas voulu émettre cet ordre en violation de l'ordre de cette cour.

Le capitaine Day prête serment et donne des explications des quelles il résulte qu'il n'a jamais eu l'intention de désobéir à l'ordre de la cour.

Wm McDuff dépose à son tour. Je suis commissaire de police ; j'ai reçu l'injonction samedi ; peut-être ai-je commis un mépris de cour pour avoir dit qu'il y avait un membre qu'on avait consulté M. Fillent ; s'il m'eut dit de désobéir, je l'aurais fait ; j'ai agi de bonne foi après la résolution. Mais depuis la connaissance de M. Fillent je n'ai pas pensé à désobéir à la cour. J'ai même pris toutes les précautions possibles pour éviter le désordre et se soumit à l'injonction. J'avoue que M. Dunn a été le mieux avisé de nous.

Chester Hinton, président d'office du Bureau, dit qu'il est un citoyen ami des lois, n'ayant nullement l'intention de désobéir à la cour. J'ajoute n'avoir pas voulu commettre un mépris de cour ; je n'ai dit que la vérité. Je n'ai donné aucun ordre à la police d'intervenir avec les officiers de Jefferson, et le Bureau n'en a pas donné non plus. Je suppose, toutefois, qu'on pense que je suis coupable de mépris, je suis complète sans le savoir, car ce ne fut pas mon intention. Nous avons, du reste, suivi en tout les conseils de notre avocat, ne supposant pas qu'il eut l'intention de nous connaître mal. Quant à l'autorité de cette cour, il n'y a jamais eu l'intention de la méconnaître. Je dis tout d'abord aux membres du Bureau que nous devions obéir à la cour, que conservateurs de la paix, nous ne devions pas être les premiers à la troubler.

A une question de la cour, Dunn répond que ce le maire Schreder en possession de la ville, est demandé l'assistance de la police ; cette assistance lui fut été donnée ; le gouverneur me dit que M. Leche était le maire.

Je ne sais pas, poursuivit Dunn, ne de cette qui suivent en tout le gouverneur. Je donnai des ordres pour que la police ne maltraitât aucun citoyen paisible à Jefferson. Si les hommes de police nous ont été déconnus pour l'occasion jugé. Mais le cas n'est pas arrivé bien que la police ait été elle même fort maltraitée. Il n'y a eu de dénonciations ni de poursuites d'accusé.

La police qui patrouille maintenant à Jefferson est métropolitaine en partie. Mais le Bureau ne sait qui a été assermenté par le maire Leche ; les hommes n'ont pas été renvoyés ; nous ne les payons pas pour ce qu'ils ne font pas ; je considère qu'ils ne sont pas maintenant sous notre contrôle.

Les autres dépositions n'ont rien présenté d'intéressant. Après les plaidoiries, le juge Cooley n'a pas hésité dans sa décision à soutenir l'autorité de sa Cour, et O. J. Dunn, Wm. McDuff, Wm. George et Raynal ont été condamné à 6heures d'emprisonnement et à une amende de $100 chacun.

Isabelle et Barbault ont été exonéré parce qu'ils a étaient pas présente quand il s'est agi de l'affaire qui a donné lieu au mépris de Cour dans le Bureau. Le surintendant de police Cain a été exonéré également parce qu'il a simplement agi en vertu des ordres du Bureau.

$55.—C'est le prix, à New York, de la Machine à coudre de Grover & Baker qui se vend au No 182 de la rue du Canal. On ne paye aucun intérêt ni assurance.

Maison Maugan & Laborde. — Par le navire *Sicily Jellette*, arrivé de Bordeaux, MM. Maugan & Laborde ont reçu des vins rouges, en barriques et en caisses, du Burgundy Port et du vinaigre. Voir l'annonce.

Salon de Liger Ikes et Concert.—Nous avons remarqué hier soir rue Bourbon No 11, dans le salon de bière de M. A. Wenger, une attraction d'un genre tout à fait nouveau ; c'est un orchestron qui, composé de vingt différents instruments, exécutera tous les soirs un programme de douze morceaux d'opéra. Cette machine harmonique qui vient d'une célèbre fabrique, a coûté $2000 ; Nous la croyons destinée à éveiller fortement l'intérêt de ceux qui aiment les souvenirs extraordinaires, ainsi que l'excellente bière offerte amiablement par M. Wenger.

$55.—C'est le prix de la célèbre Machine à coudre de Grover & Baker qui a remporté les deux premiers prix à la troisième foire de l'Etat de la Louisiane et la seule de la Légion d'Honneur à la dernière Exposition de Paris.—A vendre au No 182 de la rue du Canal, Nouvelle-Orléans.

PAR LE TELEGRAPHE.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Décision de la Cour Suprême de la Georgie,

Eligibilité des règres aux emplois publics.

Découverte de gisements aurifères au Mexique.

Victoire des Cubains à Puerto del Padre.

Détails sur les Instructions de Motley.

Le gouvernement sans nouvelles du ministre Mac Mahon.

Nouvelles Incursions des Indiens.

Concert monstre à Boston.

Nouvelles Européennes.

Londres, 15 — Les discours de Stradford, de Radcliffe et de l'archevêque de Cantorbery, dit le *Times*, ne laissent aucun doute sur l'avenir de la loi d'abolition. Tout en désapprouvant l'agitation actuelle qu'ils ne peuvent parvenir à en reconnaître les effets sûrs, ils engagent la Chambre à voter la loi. Le bon sens pratique et le patriotisme de ces discours contrastent vivement avec le ton ardent et passionné des discours de Bright.

Après les débats de la dernière séance, dit le *Telegraph*, on ne peut conserver de doute sur l'avenir réservé au bill de l'Eglise Irlandaise.

Depuis le discours de l'archevêque de Cantorbery, dit le *Star*, tout se montre favorable à la loi.

Bright a adressé une lettre à un meeting tenu à Birmingham : Si la Chambre des Lords, dit-il, ose repousser la loi de l'Eglise Irlandaise, elle sera stimulée par la colère de certains sujets qui gorment depuis de longues années.

Il est permis de mettre la valeur d'une semblable note sous le régime de l'agitation des deux Chambres, l'une est favorable, l'autre est contraire à l'anglique politique irlandaise. Pourquoi lorsque la Couronne et les Communes sont d'accord avec la nation, la Chambre des Lords est-elle en désaccord avec elles ? Tant que la Pairie marchera d'accord avec le pays, elle peut subsister ; mais elle veut en traverser les desseins, elle courra vers sa perte à de désagréables mésaventures." Bright espère que les communes, les bons citoyens et des hommes intelligents feront de leur mieux pour empêcher que la Chambre des Lords le fasse.

Londres 15 — Le *Times*, dans son numéro de ce jour, s'exprime ainsi : Le rétablissement de la tranquillité à Paris, pouvait être facilement prévu, il n'est pas considéré l'indifférence du public et l'immense déploiement de forces. Il faut se réjouir de ce que ce résultat ait été obtenu sans un flacon de sang.

Rien de fâcheux ne semble empêcher l'Empereur d'adopter les réformes constitutionnelles que les élections lui demandent. Un autre complément législatif serait probablement différé indéfiniment : l'avènement des libertés publiques. Paris a donné les plus modérés des candidats libéraux pour la Corps législatif, et a montré par son attitude qu'il blâmait les moyens violents. Il ne pourrait y avoir maintenant d'excuse, si l'on rendait la ville hostile à la conciliation.

Nouvelles de la Havane.

La Havane, 15 juin—Le choléra sévit avec intensité à Matanzas et dans les environs. Les insurgés ont brûlé Jagua et Amazones.

Porte Rico a nommé des députés pour les Cortes espagnoles ; ils doivent partir immédiatement pour Madrid.

Cairo, 15 juin—Monté : Magenta. Descendus Sampson Horner et Boas.

La rivière a baissé de 6 pouces. Temps clair.

Nouvelles de Washington.

Washington, 15 — Rapports de Havane intérieur aujourd'hui : un demi-million de dollars.

Les imprimeurs employés par Clapp ont tous aujourd'hui une réunion préparatoire relative à l'action de l'Union Nationale Typographique. Les débats indignent que Clapp sera soutenu par ses ouvriers. Le nègre Douglass continue à travailler.

Après les débats de la dernière séance, dit le *Telegraph*, on ne peut conserver de doute sur l'avenir réservé au bill de l'Eglise Irlandaise.

Depuis le discours de l'archevêque de Cantorbery, dit le *Star*, tout se montre favorable à la loi.

Bright a adressé une lettre à un meeting tenu à Birmingham : Si la Chambre des Lords, dit-il, ose repousser la loi de l'Eglise Irlandaise, elle sera stimulée par la colère de certains sujets qui gorment depuis de longues années.

Il est permis de mettre la valeur d'une semblable note sous le régime de l'agitation des deux Chambres, l'une est favorable, l'autre est contraire à l'anglique politique irlandaise. Pourquoi lorsque la Couronne et les Communes sont d'accord avec la nation, la Chambre des Lords est-elle en désaccord avec elles ? Tant que la Pairie marchera d'accord avec le pays, elle peut subsister ; mais elle veut en traverser les desseins, elle courra vers sa perte à de désagréables mésaventures." Bright espère que les communes, les bons citoyens et des hommes intelligents feront de leur mieux pour empêcher que la Chambre des Lords le fasse.

Washington, 15—Il est inexact que le ministre Motley ait comme l'insinuait un télégramme transmis ici, reçu les instructions de donner des ordres conformes à ceux de la Grande Bretagne. Les instructions qu'il avait reçues relativement à ses rapports avec le gouvernement de S. M. Il paraît même très probable qu'il ait tenu un parfait langage. Il avait mission, toutefois, seln cet certain, d'expliquer les circonstances dans lesquelles la République s'est créée, sans engager son gouvernement dans une discussion des politiques quelconque, mais en même temps on désapprouve la politique de blocus.

Le ministre Motley n'a point l'ordre de faire au gouvernement anglais des propositions pour le règlement des réclamations ; il doit se borner à dire que, vu l'irritation causée en Angleterre par les mesures prises, le moment actuel n'est pas opportun pour proposer la reprise des négociations. En d'autres termes le parti le plus fort a été vaincu par le parti le plus faible, et le ministre dans la défaite de Potter le fera renoncer sans doute pour quelque temps à toute démonstration. Il ne dispose point, d'ailleurs, de forces en Europe pour lutter avantageusement contre Babe. Le général Lee a, lui personnel de Vegas, ne veut pas lui fournir de secours maintenant. Vegas est parti de San Francisco vers le milieu de mai sur un navire frété pour le porter sur les côtes du Mexique. Il a débarqué, dit on, à Santiago.

Marchés Européens.

Londres, 15 juin, soir—Consolidés 92 5/8. Bons 80 5/8. Sucre ferme sur place et en mer.

Francfort, 15 juin—Bons 86 1/2 à 86 5/8.

Paris, 15 juin—Bourse faible. Rentes 71 25.

Liverpool, 15 juin, soir—Coton calme ; Prix sans changement ; Ventes 10,000 balles. Baisse 4 d.

Marchés américains.

New-York, 15 juin soir — Coton actif et décliné en hausse. Midd. Cpt 32 1/2 à 33. Ventes 7,500 balles. Farine active et un peu plus ferme. Blé, bonne demande pour l'exportation hausse de 1 c. Maïs irrégulier et 2 c de baisse en clôture. Porc calme et stationnaire Graines sans changement. Whisky déclinant lorsque la Convention a été Commencé sous l'action, mais vers 4 heures hausse sur ce dernier article. Café et mélasse ferme. Prêts plus fermes.

New York, 15, soir—Sécurités du 8rd calme. Louisiane 7 1/2. Change 60 1/8 à 60 3/4. Argent actif. Nombreuses affaires traitées à 7 à 8 avec 1/8 à 3/16 de commission. Sterling 109 1/2. Bons 6 20 1868 à 111 1/8. Actions languissantes et irrégulières. Gouvernements stationnaires 5 20 de 1862 1/4, de 61 116 1/8, de 1865 1/8, de 1867 1/8, de 1868 1/8. Or 137 1/8 à 137 1/4. Nouvelles considérée l'indifférence du public et l'immense déploiement de forces. Il faut se réjouir de ce que ce résultat ait été obtenu sans un flacon de sang.

Rien de fâcheux ne semble empêcher l'Empereur d'adopter les réformes constitutionnelles que les élections lui demandent. Un autre complément législatif serait probablement différé indéfiniment : l'avènement des libertés publiques. Paris a donné les plus modérés des candidats libéraux pour la Corps législatif, et a montré par son attitude qu'il blâmait les moyens violents. Il ne pourrait y avoir maintenant d'excuse, si l'on rendait la ville hostile à la conciliation.

Nouvelles de la Havane.

La Havane, 15 juin—Le choléra sévit avec intensité à Matanzas et dans les environs. Les insurgés ont brûlé Jagua et Amazones.

Porte Rico a nommé des députés pour les Cortes espagnoles ; ils doivent partir immédiatement pour Madrid.

Cairo, 15 juin—Monté : Magenta. Descendus Sampson Horner et Boas.

La rivière a baissé de 6 pouces. Temps clair.

Nouvelles de Washington.

Washington, 15 — Rapports de Havane intérieur aujourd'hui : un demi-million de dollars.

Les imprimeurs employés par Clapp ont tous aujourd'hui une réunion préparatoire relative à l'action de l'Union Nationale Typographique. Les débats indignent que Clapp sera soutenu par ses ouvriers. Le nègre Douglass continue à travailler.

Le Trésor a reçu la nouvelle de la mort de Frank Dumont, inspecteur des douanes du Texas. On croit qu'il a été assassiné par des Mexicains.

Les nouvelles suivantes ont été reçues par une voie rebelle : Une bataille a eu lieu entre les troupes révolutionnaires et les Espagnols dans les environs de la Passe del Padre. Cubains s'élèvent 2,000 hommes en ligne ; ils ont été singulièrement aidés par le renforcements par des forces Espagnoles dans la nombre ne est estimé à 4,000 hommes. Les Espagnols ont été repoussés avec perte. La perte des Cubains s'élève à 200 tués et quelques, très un blessés et celle des Espagnols est de trois fois plus grand Les Espagnols ont battu en retraite laissant leurs morts et leurs blessés sur le champ de la taille. Le résultat de ce combat a été de mettre fin à l'esprit de l'armée cubaine et de donner un grand encouragement chaque jour de la part des habitants de la population de la Cuba.

La discorde règne entre les officiers de l'armée espagnole, en campagne, et les volontaires qui sont venus récemment de la Péninsule. Les troupes espagnoles sont désorganisées, et de nombreux déserteurs passent dans les rangs des Cubains.

Cet état de choses a imprimé une impulsion nouvelle à la cause de l'indépendance ; les chefs n'ont aucun doute sur la victoire définitive.

Un certain nombre de recrues, Virginiens pour la plupart, ont quitté New York hier et sont arrivés à Key West en route pour Cuba. Le gouvernement a toujours puisé en force, très exceptionnelle " qu'en lui supposait ne se mettaient pas en avant formant plaisir " l'épreuve décisive " qu'il semblait rechercher.

Ces observations ont paru toucher la reine. " Elle a," m'a-t-elle dit, " des moyens certains d'information ; elle y aura recours."

Que disiez-vous du début ?

Cette bonne reine-mère qui a des moyens "qu'à prouver" ses gendres ! Et cet ambassadeur qui agrée la question avec son ministre !

On revient sur ce détail intime, voilà où la diplomatie va jusqu'aux limites de la gaminerie.

J'ai appris hier par Rinnazzo qu'aussitôt après mon départ, elle ("Christine") a fait venir la reine ; qu'elle l'avait mise sur la voie de l'amitié de la duchesse de Cadix, et qu'elle avait reconnu des prévenions d'une virtualité si d'une énergie qui ne semblent qu'augmenter. Elle promet de revenir à la charge. Nous discutions même. Rinnazzo et moi, s'il ne serait pas à propos de le charger de parlers et de l'appeler à Madrid avec son régiment.

Sans trop savoir pourquoi, " sans forcer précisément son inclination, je me déterminai à parler à la reine à sa voix et à ses sentiments sur le genre d'embarras que nous causait " la question certainement la plus sacrée et la plus facile."

En diplomatie, il faut être entre les lignes, et si on parvient de se demander quel était le chemin le " plus court et le plus facile " de la reine, on aura bientôt reconnu le point de repère.

Il paraît que la jeune reine fut persuadée, puisque elle se maria et politique en possédait sur le